

ÉDITO

Sommes nous condamnés à devenir « une Europe de vieux » ?

Par Philippe Reclus



Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro, en charge de l'économie. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable, émanation de Croissance Plus, abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à « L'entreprise et ses stakeholders ».

La démographie est la clé de lecture fondamentale des tendances géopolitiques et économiques. Rien de nouveau. Mais il n'est pas sûr que la perception des enjeux soit prise en compte, notamment du côté des pays occidentaux. Peut-on parler de cécité face aux défis du vieillissement de la population à ses impacts sur la position européenne sur l'échiquier mondial ? Jusqu'à présent, les pays avancés ont eu beau jeu de dire - comme pour se rassurer - qu'ils sont loin d'être les seuls concernés, à regarder la Chine ou la Russie rattrapés par la décroissance de leur population due au vieillissement (pour la Chine, doublée par l'Inde), ou à la baisse de l'espérance de vie (pour la Russie).

Aux dires des démographes, la part de la population européenne dans la population mondiale va fortement baisser. Elle devrait amorcer son recul à partir de 2026 où un pic de 453,2 millions d'habitants serait atteint, et revenir à l'horizon 2050 à 447,9 millions, niveau proche de 2022. Les pays du sud et de l'est de l'Europe accuseraient les baisses les plus prononcées : -14,3 % en Grèce d'ici à 2050 et -13,7 % en Roumanie. L'Italie, devrait passer de 59 millions d'habitants en 2022 à 57,5 millions au milieu du siècle.

L'Allemagne, 84,8 millions d'habitants en 2050 contre 83,2 millions aujourd'hui, constate que son taux de croissance du PIB se lamente en dessous de 1% depuis cinq ans et semble condamné à décroître plus vite encore que ceux des autres pays

de l'OCDE, en raison notamment d'une évolution démographique anémiée. En 2022, on comptait outre Rhin une personne de plus de 65 ans pour trois actifs de 20 à 64 ans. Vers 2040, ce ratio ne sera plus que d'un pour deux. La tendance a été ralentie par le recul de l'âge de départ à la retraite et l'augmentation du taux d'activité des femmes. Mais l'arrivée en retraite des générations du baby-boom pourrait inverser la donne.

L'Italie pourrait perdre 20 % de sa population d'ici à 2070 avec pour conséquence un fort recul de la population en âge de travailler, de 63 % de la population totale en 2022 à 53 % en 2050 et l'impact pour la consommation, l'investissement et la productivité du pays. Entre 2019 et 2070, la croissance de la péninsule serait ainsi limitée à 1 % par an. Avec à la clé, une envolée de la dette publique en 2055 à 180 % du PIB.

Dans ce contexte, la France s'enorgueillit de faire figure d'exception avec une fécondité restée élevée (1,84 enfant par femme), contre 1,25 enfant pour l'Italie, 1,19 en Espagne, 1,56 au Royaume-Uni et 1,58 en Allemagne. Mais chez nous aussi, depuis quelques mois, le doute s'est installé. Les experts estiment possible que cet indicateur en France tombe à moins de 1,7 enfant par femme. De janvier à juin 2023, le nombre de décès (313.300) a presque dépassé celui des naissances dont le rythme de baisse accélère. Certains gardent la tête froide mettant ce coup de mou sur le compte de causes conjoncturelles liées aux années post Covid, aux impacts psychologiques de la guerre en Ukraine, à l'envolée des prix. Pour se rassurer, ils font valoir que la France conserve une politique familiale puissante. Une partie penche pour une remontée de la fécondité dans les prochaines



années, comme cela s'est déjà produit dans le passé après une baisse importante. D'autres commencent à évoquer l'idée que la baisse de la population tient du phénomène structurel. La France ne ferait que rejoindre le peloton des autres pays européens. Une fois que l'indicateur de fécondité est passé sous 1,6 ou 1,5, il ne s'est pas rétabli. D'autres sont encore plus radicaux évoquant l'hypothèse d'un krach démographique.

Quelles que soient les analyses, le sujet démographique sera un élément fondamental pour les prochaines décennies.

En Allemagne, le vieillissement se traduit par une baisse massive de création de richesse qui menacera le système social. Outre les conséquences du manque de main-d'œuvre qualifiée, la charge financière du système de retraite sur les jeunes générations pourrait devenir insupportable.

En France, le recul des naissances commence à bousculer l'équation dans certains domaines. Dans le système scolaire par exemple, il faudra arbitrer entre diminuer le nombre de professeurs et renforcer le taux d'encadrement des élèves. Alors qu'en 2020, l'Hexagone comptait 33 personnes de plus de 65 ans pour 100 en âge de travailler, ce ratio va bondir. Selon l'OCDE, si le taux de fécondité se maintient à 1,84, le ratio devrait monter à 50,5 % en 2060. L'Allemagne phosphore pour enrayer le déclin qu'il s'agisse d'augmenter le volume des heures de travail, développer l'activité professionnelle des femmes, recourir à l'immigration, et remplacer les heures de travail perdues par des gains de productivité grâce à la numérisation de l'économie et à l'intelligence artificielle. Encore faut-il que les entreprises aient les moyens d'investir massivement.

La France compte sur sa politique familiale : l'école obligatoire dès trois ans est ainsi pensée comme un encouragement en faveur des naissances. Si les gains de productivité et les hausses de salaires sont maintenus, le scénario du krach paraît évitable. Le vieillissement de la population est toutefois devant nous.

Le coût des allocations versées pour soutenir financièrement les personnes âgées qui perdent en autonomie pourrait dépasser 10 milliards d'euros en 2040, soit une hausse de 80 % par rapport à 2020.

L'exemple du Japon est édifiant : le pays perd 800 000 habitants par an et son rang de troisième économie mondiale dépassé par l'Allemagne et bientôt par l'Inde. L'Europe ferait bien d'y réfléchir. En 2000, l'Union européenne affichait le premier PIB mondial. Elle est aujourd'hui reléguée à la troisième place. La population vieillit et diminue au risque de devenir une « Europe des vieux » conduisant à une politique économique et budgétaire de vieux, contrairement à des pays jeunes et innovants ●

REGARD D'EXPERT

Saudi Vision 2030, colonne vertébrale de la nouvelle Arabie

Par **Benoit Tamalet**



Benoit Tamalet est un expert en relations internationales avec plus de 20 ans d'expérience dans la région du Moyen-Orient. Après avoir commencé sa carrière en tant qu'attaché économique à l'Ambassade de France à Riyadh en 2003, il a ensuite été chargé du suivi des transferts de technologies sensibles à l'AIEA pour la région Moyen-Orient au sein des safeguards. En 2007, il a rejoint le gouvernement saoudien, où il a géré les transferts de technologies et les investissements entre le Royaume et l'Europe au sein de l'Ambassade d'Arabie saoudite à Paris. En 2011, il a été nommé conseiller régional santé pour le Moyen-Orient à l'Ambassade de France à Riyadh. En 2016, il a créé GHA International, une société de conseil en market access. Il rejoint ESL & Network en 2022.

plus résiliente et diversifiée. Parmi les objectifs clés figurent :

- Augmenter la part du secteur privé dans le PIB;
- Créer de nouvelles opportunités d'emploi pour les jeunes Saoudiens, hors de la fonction publique;
- Attirer des investissements étrangers directs;
- Développer le secteur du tourisme et des loisirs;
- Stimuler la participation des femmes dans la main-d'œuvre.

L'Arabie saoudite, l'un des plus grands producteurs de pétrole au monde, a lancé un ambitieux programme de réforme économique appelé Saudi Vision 2030. Ce plan vise à diversifier l'économie saoudienne et à réduire sa dépendance aux revenus du pétrole.

Le contexte économique et démographique de l'Arabie saoudite a joué un rôle clé dans la formulation de la Vision 2030. Avec une population jeune et en croissance rapide, le pays fait face à d'importants défis en termes d'éducation, d'emploi et de développement des infrastructures. De plus, la chute des prix du pétrole ces dernières années a entraîné une baisse des revenus pour le gouvernement saoudien. Face à ces défis, le prince héritier Mohammed bin Salman a annoncé la Vision 2030 en avril 2016.

La Vision 2030 vise principalement à diversifier l'économie saoudienne en développant des secteurs non liés au pétrole, tout en la rendant





Quelles implications pour les entreprises ?

La réalisation de la Vision 2030 présente à la fois des opportunités et des défis pour les entreprises opérant en Arabie saoudite. Parmi les opportunités, on peut citer :

- Investir dans des projets d'infrastructure tels que le développement de zones industrielles et logistiques. Le PIF, nous y reviendrons, joue ici un rôle moteur en s'associant très fréquemment à ces projets ;
- Participer à des partenariats public-privé pour développer les secteurs prioritaires (tourisme, loisirs, santé, transport, etc...);
- Soutenir la création d'emplois locaux en embauchant davantage de travailleurs saoudiens, et en imposant la saoudisation des métiers ;
- Améliorer l'éducation et les soins de santé, pour ne plus envoyer la population à l'étranger et satisfaire l'ensemble du maillage territorial ;
- Plus généralement, contribuer à l'amélioration de la formation professionnelle et du développement des compétences locales.

Cependant, les entreprises doivent également s'adapter à un environnement réglementaire changeant, notamment en matière de localisation des emplois et d'investissements étrangers.

Le PIF, bras armé de Saudi Vision 2030

Le Public Investment Fund (PIF), fonds souverain d'Arabie saoudite, joue un rôle central dans la réalisation de Saudi Vision 2030. Il a pour mandat de diversifier l'économie saoudienne, de créer des emplois et de stimuler la croissance. Mais il a surtout pour objectif de porter ses actifs sous gestion à 2 000 milliards de dollars d'ici 2030. Le fonds a déjà réalisé des investissements importants dans des

secteurs tels que l'énergie, les transports, la santé, les infrastructures, la technologie et les services financiers, mais déploie chaque mois de nouveaux projets sans vraiment se limiter à quelque domaine que ce soit.

Le PIF par conséquent joue un rôle clé dans la diversification de l'économie saoudienne, en investissant dans des secteurs non pétroliers prioritaires tels que définis par Saudi Vision. Le fonds investit dans des entreprises qui ont un potentiel de croissance élevé et qui peuvent créer des emplois durables. Concrètement, de dizaines de milliers d'emplois ont déjà été créés en Arabie saoudite grâce à ces déploiements. Le PIF contribue également à stimuler la croissance économique, en investissant dans des projets qui ont le potentiel d'accroître la productivité et la compétitivité de l'économie saoudienne.

Ces investissements contribuent à créer une croissance économique durable, rassurant les investisseurs étrangers.

Comparaison et interactions avec les autres visions régionales

Les visions du GCC partagent un certain nombre de similitudes. Elles visent toutes à diversifier l'économie en dehors du pétrole et du gaz et ont toutes la volonté de créer une identité régionale commune.

Saudi Vision 2030 est la plus ambitieuse des visions du GCC, en accordant une attention particulière à la modernisation du secteur public et à la création d'un environnement favorable aux affaires. Elle vise également à faire de l'Arabie saoudite le leader naturel de la zone. **Dans ce sens, la création d'un corridor logistique entre l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe, annoncé lors du dernier G20 à Delhi, est un projet d'envergure qui devrait donner un rôle central au Golfe, et à l'Arabie saoudite en particulier, dans les**

échanges internationaux. Ce corridor, qui devrait être opérationnel d'ici 2030, reliera les trois régions par un réseau de voies ferrées, de voies maritimes, de pipelines et de câbles à haut débit. Il permettra de réduire les délais et les coûts de transport entre ces trois zones économiques dynamiques.

L'Arabie saoudite, située au cœur de ce corridor, devrait en tirer un avantage considérable. Le pays est déjà un important centre de transit pour les marchandises entre l'Asie et l'Europe. Avec la mise en place de ce corridor, l'Arabie saoudite devrait renforcer sa position de hub logistique régional et satisfaire ainsi un objectif majeur de puissance de Saudi Vision.

Notons au passage que le corridor Inde-Moyen-Orient-Europe est également un projet géopolitique important. Il vise à contrer l'influence de la Chine dans la région, notamment dans le cadre de son projet des nouvelles routes de la soie.

Les autres visions du GCC sont plus modestes dans leur ambition. Elles se concentrent davantage sur la diversification économique et la création d'emplois. La vision du Qatar, par exemple, vise à en faire un centre mondial des affaires, du commerce et des finances, tandis que la vision de l'EAU vise à faire de l'EAU un centre mondial de l'innovation et de la technologie ●

REGARD D'EXPERT

Starship : un objectif Lune 2025 réaliste ?

Par Nicolas Ruscher



Diplômé du master Management des Télécoms et des Médias de l'université Paris Dauphine, Nicolas a participé au développement de plusieurs médias en France (3e Médias, Prussian Blue) et à

l'international (Fashion TV). Il a par ailleurs travaillé en tant qu'Ingénieur Service Client au sein de Globecast, société de services audiovisuels et filiale d'Orange. Expert des nouveaux médias et des problématiques d'influence en ligne, Nicolas rejoint Antidox en 2012 et vient d'être nommé Directeur Associé du Groupe.

Le 18 novembre, SpaceX a testé pour la deuxième fois sa fusée géante Starship. Si les deux parties du vaisseau ont explosé après quelques minutes de vol, le projet d'Elon Musk progresse de manière significative. Est-ce que cela sera suffisant pour une utilisation par la NASA pour ses missions sur la lune prévue dès 2025 ? L'agence spatiale américaine a de quoi être soucieuse.

Six mois après un premier vol qui s'était déjà conclu dans une déflagration, le second essai de Starship s'est une nouvelle fois soldé par l'explosion des deux étages du vaisseau. Ces derniers n'ont pas pu être récupérés, contrairement à ce qui était envisagé dans le cahier des charges.

Mais il y'a eu du mieux. Les deux parties de l'engin se sont cette fois ci correctement séparées, et le module Starship a bien rejoint l'espace. Que s'est-il passé durant ce vol de huit minutes ? Cette expérience remet-elle en cause la mission lunaire Artemis III de la NASA, programmée pour 2025 ?

Une version inédite de « la plus grande et la plus puissante fusée jamais construite », selon un tweet de Franceinfo, était parée le 18 novembre à Boca Chica (sud du Texas). « C'est une fusée monstrueuse, un défi technologique à faire décoller », a expliqué au journal 20 Minutes



Chloé Carrière, ingénieure en aérospatiale diplômée de l'EPFL. L'opération semblait bien partie puisque les 33 moteurs de l'étage de propulsion, baptisé SuperHeavy, sont restés allumés. Pour rappel, certains moteurs s'étaient éteints lors du premier test. La fusée de 121 mètres de haut a ainsi décollé à 7h03 (14h03 à Paris), poussée par ses moteurs de 7 600 tonnes.

Quatre minutes plus tard, SuperHeavy et le module Starship se sont correctement détachés à 75 kilomètres d'altitude. C'est ensuite que la situation a dégénéré.

D'après Chloé Carrière, « la partie booster n'a pas réussi à revenir se poser, ce n'est pas encore très clair si c'était prévu ou non ». Réputé pour ses lanceurs réutilisables Falcon 9, le groupe SpaceX voudra vraisemblablement réutiliser à terme l'énorme et coûteux SuperHeavy, qui a explosé lors de sa descente.

Enfin, le contact avec Starship a été rompu à 7h11, alors que le vol était censé durer 90 minutes.

Le module, succinctement passé dans l'espace, devait redescendre sur Hawaï. Il a finalement explosé à son tour.

Peut-on parler d'un échec pour SpaceX ?

Il est évident que SpaceX n'envoie pas un bon message en terminant ce test avec une double explosion et des débris carbonisés. Bon nombre de posts publiés sur X reflètent ainsi la déception



des observateurs vis-à-vis de la mégafusée. Ce deuxième vol est pourtant loin d'être un total échec. « Pour emprunter le terme anglais *successful failure*, disons qu'on est sur un échec réussi », affirme Chloé Carrière. Un constat partagé par Thomas Pesquet : « Des frissons dans le dos aujourd'hui en regardant le lancement réussi du #Starship ! Impossible de ne pas être enthousiaste même si tout n'est pas parfait



bien sûr. BRAVO aux équipes de @SpaceX qui travaillent comme des fous à Boca Chica ! », se réjouit l'astronaute sur X.

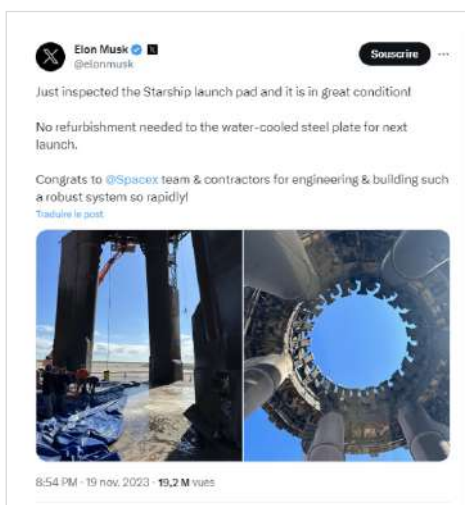
Enormément de choses ont été validées au niveau des modifications entreprises par SpaceX, comme le pas de tir, l'allumage simultané des 33 moteurs ou encore la séparation des deux étages. Le module Starship a aussi atteint l'espace en franchissant la ligne de Kármán (frontière entre l'atmosphère terrestre et l'espace – 100 km au-dessus du niveau de la mer), quand la première fusée avait eu une trajectoire erratique à seulement quelques kilomètres d'altitude.

La plateforme de lancement est également restée intacte, alors qu'elle avait subi de gros dégâts il y a six mois. De quoi satisfaire Elon Musk. « Je viens d'inspecter la rampe de lancement du Starship et elle est en très bon état ! Aucune remise à neuf n'est nécessaire sur la plaque d'acier refroidie à l'eau pour le prochain lancement. Félicitations aux équipes de @SpaceX pour l'ingénierie et la construction d'un système aussi robuste si rapidement ! ».

La lune en 2025, une date illusoire ?

Malgré tous ces points positifs, le développement de Starship ne semble toutefois pas assez rapide pour coller aux plans de la NASA, qui a conclu un contrat avec SpaceX.

Une version révisée de la fusée doit servir d'alunisseur afin de déposer, pour la première fois depuis 1972, des astronautes sur la Lune. Baptisée Artemis III, cette mission est officiellement programmée en 2025.



Voir le module exploser à deux ans du terme peut soulever de sérieux doutes quant au réalisme du projet.

Si la fusée s'est perfectionnée en sept mois, le calendrier paraît de plus en plus intenable. Un planning serré, qui était déjà mis en branle au printemps dernier quand SpaceX n'avait pas encore réalisé son premier vol. Dans ces conditions, Artemis III a de grandes chances d'être reporté à 2026 ou 2027. Les prochains mois vont être surveillés de près afin de voir comment SpaceX avance sur Starship et, surtout, à quelle vitesse.

Le boss de l'agence spatiale américaine, Bill Nelson, a néanmoins félicité l'entreprise pour les « progrès » effectués lors de ce lancement. « Le vol spatial est une aventure audacieuse qui exige un esprit positif et une innovation audacieuse. Le test

d'aujourd'hui est l'occasion d'apprendre, puis de voler à nouveau », précise-t-il sur X.

En plus de la Lune, Elon Musk veut faire de Starship un « moyen de transport généralisé vers n'importe quelle destination dans le Système solaire », Mars compris. Le milliardaire compte établir une colonie autonome sur la planète rouge pour faire de l'humanité une espèce multiplanétaire ●

REGARD D'EXPERT

OpenAI : un cas d'école sur les limites de la gouvernance face aux risques graves

Par Jean Rognetta



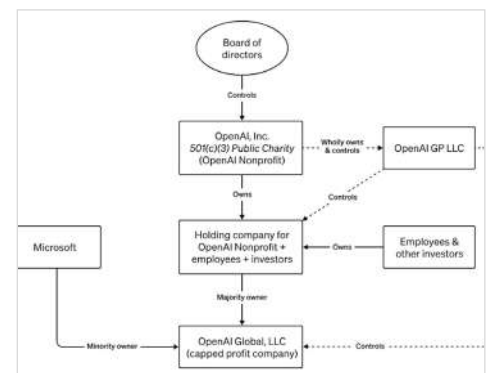
Jean Rognetta a cofondé en 2022, avec Maurice de Rambuteau (CFJ, ESCP), la newsletter Qant. En dix-huit mois, celle-ci est devenue la lettre française de référence sur les tendances émergentes du numérique, notamment l'intelligence artificielle. Il est par ailleurs « France editor » de l'agence internationale Project Syndicate et directeur de collection aux Editions Hermann. Binational franco-italien, économiste de formation, Jean devient journaliste au milieu des années 1990, au groupe Tests (alors intégré au groupe Havas/Vivendi), leader de la presse informatique. Il couvre ensuite le financement de l'innovation et des PME pour Les Echos et Capital Finance de 2000 à 2015, tout en lançant le site Silicon.fr et la newsletter CyberPouvoirs. En 2016, il rejoint le magazine Forbes pour en lancer l'édition française. Pendant la crise financière, il lance l'association PME Finance, à l'origine notamment du PEA-PME et de l'amortissement du corporate venture, ainsi que partiellement de la libéralisation du crowdfunding. Elle fusionne en 2015 avec le groupement d'entrepreneurs Croissance Plus, dont il devient délégué général jusqu'en 2016.

Il est devenu clair jeudi 23 au matin que l'éviction de Sam Altman de ses fonctions de directeur général (CEO) d'OpenAI était due à un désaccord sur une avancée majeure dans l'intelligence artificielle. Le projet Q* (prononcé Q-Star), mentionné dans les communications internes d'OpenAI, est perçu comme une percée potentielle vers l'intelligence artificielle générale (AGI) : un modèle capable de surpasser la performance humaine dans la plupart des tâches et non, comme à présent, dans une seule : les échecs, le go, le calcul sur les repliements de protéines, etc. Pour cela, les capacités d'apprentissage du modèle doivent être rendues considérablement plus puissantes que ce que l'on observe chez GPT-4 Turbo, des performances pourtant éblouissantes.

Q* n'en est qu'à un stade préliminaire. Il résout des problèmes de mathématiques du niveau de l'école primaire. Mais le bambin suscite les plus grands espoirs parmi les chercheurs. Et des craintes tout aussi considérables. Au point que certains d'entre eux ont jugé bons d'écrire au conseil d'administration et que le directeur scientifique a appuyé, tout d'abord, le licenciement du directeur général, coupable d'avoir « manqué de transparence » sur Q*.

Le conseil d'administration d'OpenAI a en effet pour seule mission statutaire de veiller à ce que les modèles développés ne posent pas de risques à l'humanité. Les administrateurs ne peuvent détenir d'actions des sociétés commerciales sous-jacentes.

La révocation du président du conseil Greg Brockman et du directeur général Sam Altman a été initialement prononcée par les quatre autres administrateurs : le directeur scientifique Ilya Sutskever, l'un des pères des réseaux neuronaux et de tout ce qui s'en est ensuivi, jusqu'à ChatGPT, les entrepreneurs Tasha McCauley et Adam D'Angelo, et enfin



Helen Toner, vient de quitter l'université de Georgetown pour le Centre pour la gouvernance de l'IA, nouvellement créé à Oxford par le gouvernement britannique.

Les craintes sur l'intelligence artificielle ont pour particularité d'être plus fortes chez les professionnels que dans le grand public. Elles ressortissent de deux grandes catégories : les boîtes noires et le « Foom ». Aucun humain n'est en mesure de retracer le fonctionnement d'un réseau neuronal, et refaire les calculs par lesquels ChatGPT répond à une question. Quand un modèle (sans doute une AGI) deviendra capable d'en entraîner d'autres, l'exponentielle de la croissance des performances verra sauter l'une de ses dernières limites : le contrôle humain. Ce « fast overflow of machinery » (FOOM) a été anticipé dès 1965 par Irving John Good, l'un des collègues d'Alan Turing à Bletchley Park.

La liste des conséquences potentiellement néfastes d'un tel phénomène n'est limitée que par l'imagination humaine. Nous venons d'y consacrer les Experts de toute la semaine, dressant l'état de l'art de la recherche scientifique en la matière. Mais il en ressort une chose toute simple.



En exerçant son droit à licencier Sam Altman, le conseil était convaincu d'accomplir sa mission statutaire.

Déni de réalité

C'était sans compter sur la mobilisation du personnel autour de son directeur général. Plus de 700 des 770 salariés ont signé une pétition pour la réintégration de celui qui allait leur permettre de vendre leurs actions sur la base d'une valeur d'entreprise de 86 milliards de dollars.

Le conseil risquait alors de se retrouver à surveiller une coquille vide. Ilya Surskever puis Adam D'Angelo sont tous deux allés à Canossa, se rendant à la force irrésistible de celui qu'ils avaient remercié quelques jours auparavant. Quelles qu'aient pu être leurs réserves, les deux autres administratrices ne pouvaient plus que se soumettre.

Dans sa future réforme de la gouvernance, le désormais tout-puissant Sam Altman pourra - ou non - montrer qu'il croit lui aussi aux risques de l'IA. Le nouveau conseil intègre deux vieux routiers : Bret Taylor et Larry Summers. Bret Taylor est connu pour avoir co-créé Google Maps et servi en tant que directeur de la technologie chez Facebook. Il a également été dirigeant de Salesforce. Larry Summers est connu pour avoir été le secrétaire au Trésor des États-Unis sous la présidence de Bill Clinton et le président de l'université Harvard. Il a également occupé des postes de haut

niveau au Fonds monétaire international et a été un conseiller économique clé pendant la présidence de Barack Obama.

On a souvent tendance, en France, à sous-estimer les risques de l'IA - c'est d'ailleurs un signe de notre retard en la matière. Mais dans un pays où l'opinion attend que l'Etat prenne le relais des manques de la gouvernance privée, il est urgent que l'on sorte du soutien béat aux entrepreneurs et que l'on se saisisse, au plus haut niveau, de la dimension profondément politique de l'intelligence artificielle.

J. R. et M. de R.

Chronologie

Vendredi 17 novembre : Sam Altman, CEO d'OpenAI, est brusquement renvoyé par le conseil d'administration, qui annonce que Mira Murati deviendra CEO par intérim.

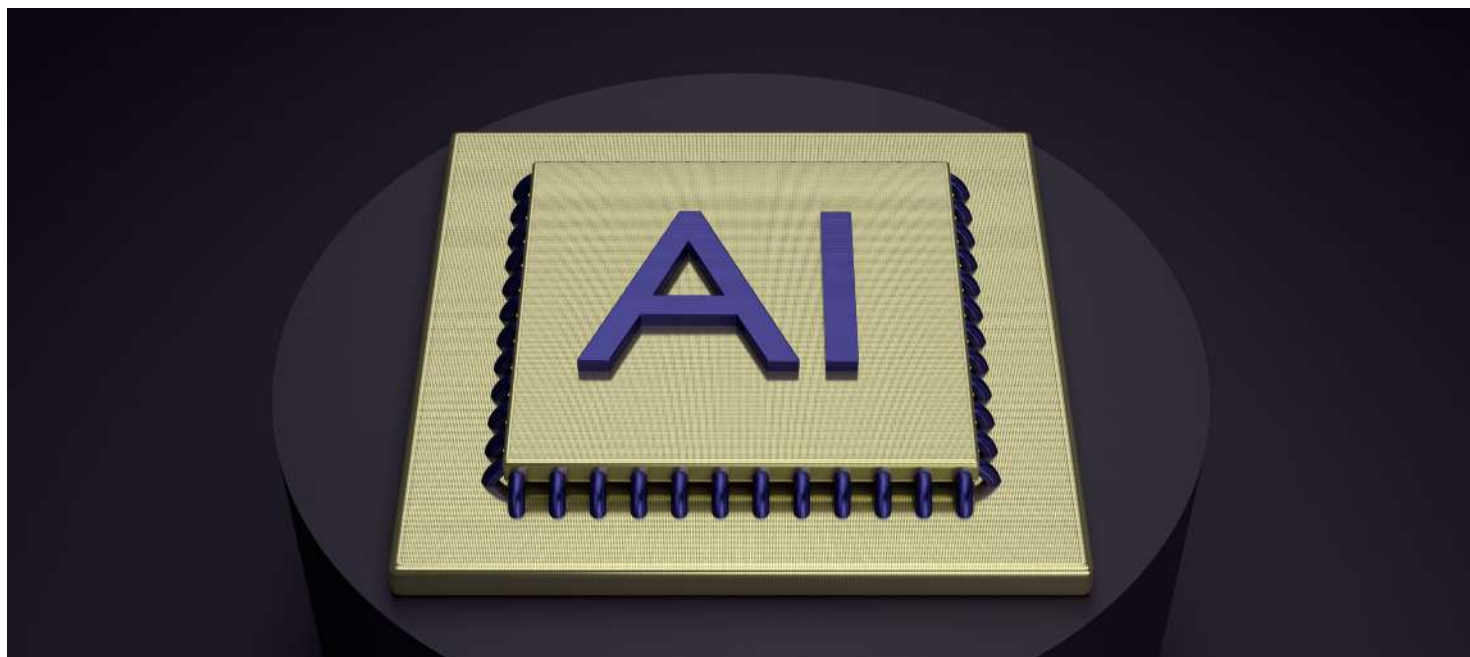
Samedi 18 novembre : Malgré son renvoi la veille, des investisseurs majeurs d'OpenAI, dont Microsoft, font pression sur le conseil pour réintégrer Altman. Un accord est rapporté pour son retour ainsi que celui de Greg Brockman, mais le délai de samedi soir passe sans confirmation.

Dimanche 19 novembre : Altman est de retour dans les bureaux d'OpenAI pour négocier sa réintégration. Cependant, OpenAI annonce la nomination d'Emmett Shear en tant que nouveau PDG par intérim, laissant l'issue de la situation incertaine.

Lundi 20 novembre : Satya Nadella, PDG de Microsoft, annonce qu'Altman et Brockman rejoindront Microsoft pour diriger une nouvelle équipe de recherche en IA. Parallèlement, des centaines d'employés d'OpenAI menacent de quitter l'entreprise suite au renvoi d'Altman.

Mardi 21 novembre / Mercredi 22 novembre : OpenAI annonce tôt le mercredi matin le retour officiel de Sam Altman en tant que CEO, avec un nouveau conseil d'administration initial composé de Bret Taylor, Larry Summers et Adam D'Angelo.

Jeudi 23 novembre : On apprend que peu avant le renvoi de Sam Altman, des chercheurs d'OpenAI ont envoyé une lettre au conseil d'administration, l'avertissant d'une découverte majeure présentant un risque pour l'humanité, que Sam Altman aurait caché au conseil ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.